



NON aux EVALUATIONS NATIONALES CP et CE1 ! Oui au Respect de la liberté pédagogique!

La généralisation d'évaluations standardisées non adaptées et rejetées par les enseignant-es, poursuit bien d'autres objectifs que la simple mise à disposition de « repères » sur le niveau d'acquisition des élèves comme voudrait le faire croire le ministre.

Preuve en est l'an dernier avec l'annonce des résultats dans la presse, alors même que la phase de saisie n'était pas clôturée.

Ces évaluations ne servent pas l'intérêt des élèves et des enseignants, mais sont au service d'une justification de la politique mise en œuvre.

Inscrites dans une logique de pilotage hiérarchique renforcé, visant le cœur des pratiques enseignantes, ces évaluations constituent le levier de mise en œuvre d'un modèle pédagogique promu par le ministère et alimenté par des guides et ressources officielles, visant à mettre au pas et à déprofessionnaliser les enseignant-es.

Liberté pédagogique et accès de tous les élèves à une culture commune sont remis en cause. **Les organisations syndicales SNUipp-FSU31, snudiFO31, CGT-Educ'action31 et Sud Education31 rappellent que la liberté pédagogique est inscrite dans la loi et que les enseignant-es ne sont en aucun cas de simples exécutant-es.**

De plus, ce pilotage par l'évaluation pourrait rapidement évoluer vers un instrument de classement et de mise en concurrence des écoles avec toutes les dérives associées (bachotage des élèves, salaire et budget de fonctionnement des écoles au mérite etc...)

Les organisations syndicales SNUipp-FSU31, snudiFO31, CGT-Educ'action31, et Sud Education31 continueront donc à s'y opposer avec les personnels.

Elles apporteront tout leur soutien aux équipes et collègues qui subiraient des pressions.

Le SNUipp-FSU31, snudiFO31, CGT-Educ'action31 et Sud Education 31 invitent les conseils des maîtres à se réunir, débattre et se positionner collectivement pour s'opposer aux évaluations standardisées par tous les moyens décidés dans les écoles : Non passation, non remontée, adaptations, motions de conseil des maîtres, etc....".

Elles appellent les écoles à participer aux actions et initiatives qui seront proposées par l'intersyndicale, notamment le premier jour de passation, le 16 septembre, avec un tractage en direction des parents d'élèves.

Elles demandent la levée des sanctions dont ont été victimes certain-es collègues dans d'autres départements (prélèvement salaire, pressions sur la répartition des classes, etc.)

Enfin, elles s'opposent au projet de profilage des postes de CP et CE1 en éducation prioritaire, véritable outil de management et d'imposition autoritaire de pratiques et de soumission.

Pour les organisations signataires, c'est inacceptable nous demandons l'abandon de ce protocole d'évaluation.